

Lévesque, Jacques, *Le conflit sino-soviétique*, Paris, P.U.F., Coll. « Que Sais-je? », 1979, 128 p.

Marthe Engelborghs-Bertels

Volume 12, numéro 1, 1981

Production et politiques agricoles dans les pays industriels : du dedans au dehors

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701187ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701187ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Engelborghs-Bertels, M. (1981). Compte rendu de [Lévesque, Jacques, *Le conflit sino-soviétique*, Paris, P.U.F., Coll. « Que Sais-je? », 1979, 128 p.] *Études internationales*, 12(1), 233–237. <https://doi.org/10.7202/701187ar>

pèche, lui aussi, par sa superficialité : l'expérience de la guerre limitée depuis 1945 ne peut guère se résumer en 35 pages. Relevons cependant l'idée selon laquelle la théorie de la guerre limitée - soit du « containment » - ne correspond pas aux moyens militaires de l'Occident.

Quelques faits peu communs, mais intéressants, tels l'absence, avant 1974, d'options nucléaires stratégiques pour le président américain, viennent étayer l'article de H. Rowen qui, dans l'ensemble, ne fait que ranimer les vieux fantômes que sont les ripostes massives et graduelles, sans grande originalité.

Plus attrayant et plus fouillé que les autres, l'article de C. Bell présente une définition large du concept de crise s'opposant, en particulier, à celle de M. Brecher. L'aspect normatif de la réflexion (critères de succès de la gestion des crises, conseils pour améliorer le système actuel) offre, par ailleurs, quelques sujets de discussion intéressants et débouche sur une vision nettement plus positive de la situation internationale que le reste de l'ouvrage.

Le dernier texte (J. Garnett) est aussi le meilleur, autant en termes factuels (voir les références) qu'au plan de la réflexion. Ayant personnellement analysé le sujet présenté (désarmement et contrôle des armements), nous sommes enclin à avancer que cet essai est une des analyses les plus brillantes et les plus pénétrantes qu'il nous ait été donné de lire.

Dans l'ensemble, l'ouvrage - ce qui était prévisible - n'est pas à la hauteur de l'étiquette qu'il se donne - d'autres recueils récents ont mieux rempli leur promesse - mais, empressons-nous d'ajouter que, pour l'ensemble de la littérature stratégique contemporaine, il se classe dans la catégorie « passable » et ne déshonore certainement pas ses auteurs, mais le texte de Garnett prouve qu'il aurait été possible de mieux faire.

Michel FORTMANN

*Département de science politique
Université de Montréal*

UNION SOVIÉTIQUE

LÉVESQUE Jacques, *Le conflit sino-soviétique*, Paris, P.U.F. Coll. « Que Sais-je? », 1979, 128 p.

L'auteur, qui est professeur de science politique à l'Université de Québec à Montréal, étudie le développement du conflit sino-soviétique sur le plan des divergences et des stratégies qui en découlent en matière de relations internationales.

Une première partie, consacrée aux origines historiques du conflit rappelle que dès que le mouvement révolutionnaire apparaît ne pas se propager, l'URSS oriente ses efforts vers son propre renforcement, son industrialisation en particulier, et vers l'affaiblissement de l'ennemi qui l'encercler en s'alliant à tous ceux que l'impérialisme, le capitalisme et le colonialisme lésent, y compris les bourgeoisies nationales. C'est ainsi que l'Union soviétique soutient le parti nationaliste chinois et conseille au Parti communiste chinois de coopérer avec le mouvement de démocratie bourgeoise.

Après l'échec auquel aboutissent les conseils fournis par l'URSS au Parti communiste chinois, la ligne suivie par quelques dirigeants communistes chinois critiqués en 1929 demeurera la seule encore praticable et Mao Tse-tung, qui en est responsable, mènera son Parti à la prise du pouvoir en 1949 de manière indépendante.

La Chine entre dans le camp socialiste que dirige l'URSS et se soumet aux décisions prises par l'URSS en matière de politique extérieure de ce camp. Elle se met à l'école de l'Union soviétique, entame la socialisation des moyens de production, la collectivisation de son agriculture, une industrialisation centrée sur la construction d'une industrie lourde et obtient l'assistance économique, financière, technique et militaire de l'URSS. C'est précisément parce qu'ils sont assurés de ce que leur pays sera défendu par l'URSS que les dirigeants chinois acceptent les éléments insatisfaisants des traités et accords conclus en février et mars 1950, comme ils subiront les prix désavantageux pratiqués par Moscou pour les

ventes d'équipements et l'achat en échange des produits agricoles chinois. Certes, la guerre de Corée donnera à la Chine l'occasion de prouver sa solidarité, sa discipline et sa combativité, mais aussi de monter son importance dans le monde, bien supérieure à celle qui lui est accordée sur base de son niveau de développement économique. Les successeurs de Staline renforcent l'aide soviétique à la Chine, consultent ses dirigeants non seulement parce qu'en 1953 Mao Tse-tung est devenu le plus grand praticien et théoricien vivant du marxisme-léninisme, mais aussi parce que la réaction de la Chine à la guerre de Corée a fait comprendre que le Président Mao Tse-tung n'était pas plus disposé que le Maréchal Tito à servir les intérêts de L'URSS. La combativité de la Chine en octobre 1950 s'explique par la menace créée sur l'existence même de la République populaire établie depuis un an, sa solidarité affirme sa volonté d'assumer même faible la responsabilité du soutien à un régime socialiste installé dans une portion de la zone traditionnelle de pacification chinoise, la discipline se justifie par l'ampleur du défi : les dirigeants chinois ont compris que l'allié soviétique acceptait de reporter à une lointaine échéance le redressement de leur pays, donc son indépendance et son entrée à l'ONU, Membre permanent du Conseil de Sécurité et dotée en conséquence du droit de veto, l'URSS avait administré la preuve de ce que sa participation, par ce canal, aux décisions internationales lui importait plus que la défense par les armes des régimes socialistes.

L'affirmation de la personnalité propre de la diplomatie chinoise commence bien avant la conférence de Bandoeng en 1955 et les négociations de 1954 à Genève. Ses expressions, comme aussi la liquidation du « royaume indépendant » des provinces du Nord-Est sous Kao Kang, exigent que les dirigeants soviétiques mettent des gants pour traiter avec le Parti et l'État chinois.

Le conflit ne se développe cependant vraiment qu'à partir des conséquences qu'entraînent les thèses exposées au 20^e congrès du Parti communiste de l'URSS en 1956. Les crises provoquées en Pologne et en Hongrie

par la déstalinisation amènent les dirigeants chinois à exiger la reconnaissance des voies nationales d'accès au socialisme mais aussi à affirmer l'unité et le centralisme démocratique du camp socialiste.

Le désir d'éviter à la Chine les mêmes secousses conduit à la campagne des cent fleurs : celle-ci doit résoudre par des discussions les contradictions internes afin de réserver la force à la solution des seules contradictions antagonistes. La campagne révèle cependant l'étendue de l'opposition à la direction du Parti communiste chinois non seulement en matière d'information, de travail scientifique et de culture, mais aussi en ce qui concerne l'orientation imposée à l'économie. Ce qui sera après six mois d'apparente libéralisation, stigmatisé comme séquelles de l'influence bourgeoise interne et de capitulation devant l'impérialisme et condamné comme révisionnisme, concerne bien évidemment l'orientation imprimée à la gestion intérieure de l'URSS et à la politique étrangère de coexistence pacifique et de passage pacifique du capitalisme au socialisme. Sont cependant simultanément les cibles de cette condamnation, les critiques du modèle stalinien auxquelles se livrent les « révisionnistes » et les « droitiers » chinois. Mao Tse-tung ne veut pas rejeter les idées de Staline mais les adapter aux conditions particulières de son pays et aux caractéristiques de l'époque contemporaine.

Les intellectuels chinois qui sont éliminés au cours de la rectification veulent en effet que soit abandonnée la priorité absolue réservée à l'industrie lourde ; ils proposent qu'à l'accumulation primitive imposée aux paysans soit substituée une politique de stimulation à la production par des améliorations matérielles des conditions de vie ; ils conseillent d'élever la qualification de la main-d'oeuvre et de moderniser les techniques de production au lieu d'augmenter le nombre de manoeuvres fournisseurs d'énergie physique brute, ils prônent une politique d'utilisation rationnelle des forces disponibles.

La ligne générale qui est appliquée en 1958 (qualifiée de ligne révolutionnaire, lorsqu'il apparaîtra qu'elle est minoritaire) ne

rejette pas la voie stalinienne : ses développements ultérieurs le prouvent. Il s'agit de refuser le respect des lois objectives en y substituant la puissance du volontarisme ; l'accumulation forcenée au détriment des besoins vitaux des paysans est imposée pour financer la modernisation des campagnes à partir de leurs propres forces sans aide du secteur avancé ; l'économie collective est gérée comme s'il s'agissait d'une propriété du peuple tout entier ; l'investissement humain non seulement supplée la carence en équipement, mais est utilisé dans l'industrie lourde qui a le plus intérêt à recourir aux techniques avancées (sidérurgie, cimenteries, électricité, engrais chimiques, constructions métalliques) ; le peuple souverain se rétrécit par une intensification de la lutte des classes qui en expulse pratiquement tous ceux qui ne sont ni paysans, ni ouvriers ni soldats (neuf catégories d'ennemis existent ainsi en 1976). Les thèses de la révolution culturelle, reprises lors de la critique de Confucius et développées par la « bande des quatre » sont déjà présentes dans la campagne de rectification de 1957 : l'État installé par Ch'in Shih-huang-ti ne s'est pas effondré parce qu'il avait imposé une répression trop brutale, mais au contraire parce qu'il ne l'avait pas poussée jusqu'à imposer la « dictature intégrale ». Staline avait signalé que la lutte des classes, loin de s'éteindre, se renforce pendant que progresse l'édification des bases du socialisme...

En matière de relations internationales, Mao Tse-tung considère dès 1957 que la supériorité de l'URSS et du camp socialiste qu'elle dirige permet d'imposer de nouvelles défaites à l'impérialisme en accélérant le mouvement révolutionnaire dans le monde. Il refuse donc la temporisation funeste qu'implique la progression vers le socialisme par l'acquisition de techniques plus productives et l'adoption de modes de gestion plus efficaces. Il le refuse d'autant plus énergiquement que l'arriération de la Chine et le non-achèvement de sa révolution socialiste sont appelées à durer encore très longtemps. La Chine va, sous Mao Tse-tung, rejeter la coexistence pacifique et la compétition économique avec l'impérialisme, aux conditions qu'il considère dictées par ce dernier, imposer la supériorité des solutions poli-

tiques aux solutions techniques, s'engager dans l'autarcie pour garder son indépendance.

Les grands axes de l'action sont en conséquence, d'une part, la satisfaction des intérêts nationaux : achèvement de la reconquête (les bombardements de Quemoy en 1958), l'industrialisation avec les moyens du bord et la priorité accordée à l'acquisition des armes nucléaires, tigre de papier sur le plan stratégique mais capable de faire reculer l'ennemi sur le plan tactique. D'autre part, la Chine doit développer son action pour affaiblir l'impérialisme : soutenir les mouvements de libération nationale et les luttes révolutionnaires partout dans le monde, veiller à ce que se constituent des partis non révisionnistes dirigés dans l'intérêt de la propagation du marxisme-léninisme par la seule citadelle du socialisme authentique.

La révolution culturelle chinoise dont l'auteur expose les principales thèses est perçue principalement comme un effort de rapprochement entre les cadres et les masses, de remplacement de la culture traditionnelle par une mobilisation des masses axée sur un projet économique original et le culte de la pensée de Mao comme ferment d'unité et outil d'égalitarisme au niveau des consciences tant que le nivellement n'est pas réalisé dans les conditions économiques et sociales. Elle apparaît certes aussi comme une lutte pour le pouvoir, réduite toutefois à une opposition entre l'armée, d'une part, et les cadres supérieurs du Parti communiste et de l'État de l'autre, alors que l'armée s'est révélée elle-même plus tentée par une gestion ordonnée et le maintien de ses privilèges que par la révolution ininterrompue. Si la révolution n'a pas négligé les problèmes du développement économique et si elle a cherché à accroître la productivité de l'agriculture, à utiliser la main-d'oeuvre rurale surabondante et sous-employée, à réaliser à l'échelle des communes l'autonomie et l'auto-suffisance, il faudrait reconnaître à présent qu'elle a totalement échoué. Il paraît plus légitime de considérer que l'échec constaté actuellement est dû à ce que la ligne révolutionnaire perpétue la voie traditionnelle, qu'elle a cherché à augmenter les rendements des espaces cultivés en intensifiant le travail

manuel et en réduisant encore sa productivité et en entraînant d'énormes gaspillages. En effet, les aménagements fonciers et hydrauliques entrepris à partir de l'hiver 1957-58, vantés dans le modèle de Tachai, sous sa forme de brigade de production en 1964 comme sous sa forme de district en 1970, l'ont été sans études préalables, sans plans d'ensemble et sans technologie adéquate et ont aggravé la dégradation des sols, l'érosion et la désertification. D'autres activités que les petites industries lourdes auraient dû être choisies pour mettre les paysans au travail : les biens destinés à l'agriculture produits dans les petites industries, se sont révélés de très piètre qualité et coûteux, en raison des grandes quantités de matières premières et d'énergie consommées pour les produire ; les machines non standardisées n'ont pas trouvé des pièces de rechange. C'est ce qui explique que les « cinq » petites industries rurales ont été reprises par le secteur de l'État capable de les agrandir, de les doter de techniques modernes, de réduire les coûts économiques de production et d'imposer une répartition centrale des capitaux, des matières premières rares et d'organiser les échanges, en laissant aux communes populaires les activités qui ne requièrent pas d'équipement sophistiqué ni de qualification professionnelle : essentiellement l'industrie légère et l'artisanat, l'élevage et les activités à haute intensité de main-d'oeuvre.

Le redressement tenté lors de chaque resac de la vague radicale reprend les aspirations des révisionnistes et droitiers de 1957, cherche à moderniser les techniques de production, à rationaliser la gestion, à intéresser les travailleurs au résultat de leurs efforts, recourt aux rapports d'échanges marchands et monétaires, décentralise les pouvoirs de décision au profit des provinces et des districts comme M. Chen Yun l'avait fait dès 1957 mais veille à maintenir l'unité de la planification, des investissements, des prix.

L'échec de la voie révolutionnaire est reconnu dès 1969 en ce qui concerne la politique étrangère. L'isolement de la Chine, l'absence de progrès des mouvements révolutionnaires alignés sur les positions de Pékin dans son conflit avec Moscou vont déterminer un

retournement diplomatique qui aboutit à la visite du Président Nixon en Chine en février 1972. La nature du conflit sino-soviétique en est profondément modifiée. La Chine, à son tour, cherche à modifier l'ordre international par des rapports entre les États. L'Union soviétique, devenue aux yeux des dirigeants chinois un État social-impérialiste depuis 1963, est proclamée officiellement l'ennemi principal, premier bénéficiaire de la politique de détente et responsable de la tension croissante dans le monde.

Le conflit sino-soviétique doit son originalité à sa dimension idéologique jusqu'en 1970. À défaut d'autres moyens, la Chine a recouru à l'idéologie comme arme offensive principale dans le conflit et l'a fait avec rigueur et cohérence sur le plan théorique alors que l'URSS a privilégié l'organisation, la planification et le recours au Comecon, au Pacte de Varsovie et à des conférences internationales.

La théorie des trois mondes qu'affirme la Chine, en 1974 seulement, prend acte de ce que la contradiction principale dans le monde ne se situe pas entre l'impérialisme et le mouvement de libération nationale. Certes, depuis la révolution portugaise, il n'existe pratiquement plus de pays politiquement dépendants, sauf les pays soumis à l'URSS : l'existence d'une Europe enchaînée explique les invitations en Chine des dirigeants des oppositions les plus conservatrices d'Europe occidentale comme la subordination de la Mongolie, du Vietnam et l'occupation des Kouriles du Sud justifient la position défendue par Pékin. Les besoins de stabilité et de construction intérieure conduisent la Chine à appuyer tous ceux qui s'opposent à un pays qui la menace.

Il faut cependant ajouter aux considérations de fait rappelées par l'auteur pour expliquer le tournant pris par la diplomatie chinoise, le rôle de la doctrine Nixon énoncée à Guam en 1969 et l'abandon par les États-Unis de la théorie des dominos à laquelle correspond l'abandon chinois de soutien aux luttes non dirigées vers la conquête de l'indépendance de pays colonisés, avec ses conséquences à propos du Vietnam en 1973, des mouve-

ments nationaux angolais après la conférence d'Alvor et des Khmers rouges en lutte contre la colonisation vietnamienne.

La lutte de la Chine contre l'hégémonie implique son refus de la stabilisation des frontières et du système de sécurité collective sur le modèle des dispositions arrêtées à la conférence d'Helsinki. La Chine y entraîne, après de longues tergiversations, le Japon en 1978, mais le premier maillon du système de sécurité collective en Asie est scellé par l'URSS en 1978 avec le traité d'amitié soviéto-afghan et le Vietnam reprend à son compte la même technique en constituant des alliances privilégiées avec le Laos en juillet 1977 et le Cambodge en février 1979. L'Inde, réticente à s'engager dans la sécurité collective telle que la conçoit l'URSS, désire peut-être ménager la susceptibilité de la Chine, mais elle n'a certainement aucun intérêt à geler les frontières dont elle a hérité en 1947 : le Sikkim a été rattaché par la force à l'Union indienne en 1975 et la sécession du Bengale oriental en 1971 n'a qu'entamé la désintégration du Pakistan...

Le rétablissement des relations entre la Chine et la Yougoslavie comme celles entre le Parti communiste chinois et la Ligue communiste yougoslave stimule la volonté d'indépendance des pays de l'Est européen ; elle a entraîné la rupture de l'alliance sino-albanaise déjà ébranlée par le rapprochement sino-américain. C'est avec pertinence que l'auteur signale que les positions prises par l'Albanie et la Chine rappellent l'opposition sino-soviétique de 1959. La déstabilisation de l'Europe de l'Est passe, pour la Chine, par une entente entre pays balkaniques qui assurerait aussi bien l'existence de l'Albanie que son

isolement actuel, mais l'équipe au pouvoir à Tirana refuse de le comprendre ou d'en tirer les conséquences.

Il est vrai que les partis communistes en dehors du camp socialiste ont été découragés par la rupture sino-soviétique et les affrontements auxquels elle a donné lieu, mais il faut ajouter que l'intervention de l'URSS en Tchécoslovaquie n'a pas convaincu quant à la démocratie politique que permet le socialisme soviétique.

L'image de l'unité du monde communiste n'a cependant pas été abandonnée. Les États-Unis se sont trouvés devant une pluralité d'adversaires et pas plus que la détente entre les deux superpuissances, le rapprochement sino-américain actuel ne constitue une véritable alliance. Il s'agit d'une tactique qui doit rapporter à la Chine le même genre d'avantages que ceux que l'URSS a tirés de ses rapports avec les États-Unis sans être contrainte à limiter ses initiatives à l'étranger. La Chine s'inspire du chemin emprunté par l'URSS depuis 1959, cherche elle aussi à s'intégrer au marché mondial, à renforcer son économie pendant qu'un front uni retarde l'éclatement de la guerre. La paix mondiale, à ses yeux, dépend d'une lutte serrée entre plusieurs pôles de décisions et de ripostes fermes et précises à chaque menace que profère l'ennemi principal, désigné par les rapports de force dans le monde.

M. ENGELBORGH-S-BERTELS.

*Centre d'étude des Pays de l'Est
Institut de sociologie
Université Libre de Bruxelles*